



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE DU NORD

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société CHARBONNAGES DE FRANCE

ARRETE INTERPREFECTORAL INSTITUANT DES SERVITUDES
D'UTILITE PUBLIQUE SUR LE SITE DES ANCIENNES
USINES DU 10 d'OIGNIES ET SUR LE SITE D'AGGLONORD

LE PREFET DE LA REGION
NORD – PAS-DE-CALAIS
PREFET DU NORD
Officier de la Légion d'Honneur,

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ayant abrogé la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 515-8, L 515-9, L 515-10, L 515-11 et L 515-12 ;

VU le décret n°89-837 du 14 novembre 1989 relatif à la procédure d'institution des servitudes d'utilité publique ;

VU la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°93-743 du 29 mars 1993 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1961 modifié par l'arrêté préfectoral du 2 mars 1981 autorisant les Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais à exploiter une usine de boulets à OIGNIES ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 1990 imposant aux Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais des prescriptions pour le réaménagement du site des usines du 10 d'OIGNIES ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1996 imposant à Charbonnages de France, la réalisation d'une étude historique, d'une étude des sols et d'une évaluation simplifiée des risques sur le site du Lavoir et de la Fosse du 10 d'OIGNIES ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1998 imposant à la Société AGGLONORD la réalisation d'une étude diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques pour la remise en état du site du Lavoir du 10 d'OIGNIES sur le territoire des communes d'OIGNIES et de DOURGES ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1998 imposant à CHARBONNAGES DE FRANCE la réalisation d'une étude diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques pour la remise en état du site du Lavoir du 10 d'OIGNIES sur le territoire des communes d'OIGNIES et de DOURGES ;

VU la demande en date du 25 février 2000 de CHARBONNAGES DE FRANCE, tendant à la mise en place des servitudes d'utilité publique sur le site des anciennes usines du 10 d'OIGNIES et sur le site d'AGGLONORD ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifiée et notamment ses articles 24-2 et 24-7 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 mai 2000 portant avis d'ouverture d'une enquête publique ;

VU les certificats des maires constatant que la publicité nécessaire a été donnée ;

VU l'avis de M. le Commissaire-Enquêteur en date du 31 juillet 2000 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de DOURGES en date du 19 juin 2000

VU la délibération du Conseil Municipal d'HENIN-BEAUMONT en date du 30 juin 2000 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de COURRIERES en date du 23 juin 2000 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de CARVIN en date du 15 juin 2000 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de NOYELLES-GODAULT en date du 6 juin 2000 ;

.../...

VU l'avis de Mme le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Pas-de-Calais en date du 3 mars 2000 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 1^{er} mars 2000 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Equipement du Nord en date du 1^{er} mars 2000 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Equipement du Pas-de-Calais en date du 3 mars 2000 ;

VU l'avis de M. le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile en date du 21 mars 2000 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 5 septembre 2000 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 25 septembre 2000 ;

VU la délibération du Conseil départemental d'hygiène en date du 4 octobre 2000 à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

Considérant qu'aux termes de l'article 512-1 du Code de l'Environnement relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le site des anciennes usines du 10 d'OIGNIES et le site d'AGGLONORD ont fait l'objet d'une étude des sols, d'une évaluation simplifiée des risques, d'une étude diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques, en application des arrêtés complémentaires des 20 novembre 1996, 6 janvier 1998 et 27 janvier 1998 ;

Considérant que les études et investigations réalisées sur le site ont permis d'identifier des zones polluées par des hydrocarbures aromatiques polycycliques, de définir les travaux de dépollution nécessaires, d'établir un plan de surveillance des eaux souterraines et de déterminer les restrictions d'usage à imposer ;

Considérant qu'il y a lieu, pour tenir compte des risques engendrés par la pollution résiduelle et diffuse au droit des anciennes usines du 10 d'OIGNIES exploitées antérieurement par CHARBONNAGES DE FRANCE et du site d'AGGLONORD dont l'arrêt est programmé pour la fin de l'année 2000, d'instituer sur ces terrains des servitudes d'utilité publique, en application des dispositions de l'article L 515-12 du Code de l'Environnement ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 23 octobre 2000 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du Pas-de-Calais en date du 4 octobre 2000 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du Nord en date du 17 octobre 2000 ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas formulé d'observations sur ce projet ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-10-03 en date du 13 décembre 1999 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de MM. les Secrétaires Généraux de la Préfecture du Nord et du Pas-de- Calais ;

ARRETENT

ARTICLE 1^{er} :

Il est institué une servitude d'utilité publique sur le site des anciennes usines du 10 d'OIGNIES et AGGLONORD.

Les parcelles cadastrées concernées, reprises en annexe 1 et sur le plan au 1/10000^{ème} en annexe 2 sont : BR 188, ZP 177, ZP 347, ZP 348, ZP 349, AB 2, à AB 5, AB 7, AB 9 à AB 14, AB 17 (en partie), AB 18 à AB 21, AB 23, AR 66, AR 382, AR 383, AR 496 à AR 504, AR 521 à AR 536, AR 538, AR 539, AR 614, AR 616, AR 619, ZA 149? ZA 150? ZA 172 et le chemin rural dit de l'Abiette (en partie)

Une prescription générale, précisée à l'article 3 ci-dessous, relative aux prélèvements d'eau dans la nappe de la craie est par ailleurs applicable dans les communes suivantes :

- DOURGES
- OIGNIES
- HENIN-BEAUMONT
- COURRIERES
- CARVIN
- EVIN-MALMAISON
- NOYELES-GODAUT
- OSTRICOURT.

ARTICLE 2 : NATURE DE LA SERVITUDE –

Les contraintes d'urbanisme sur les terrains visés à l'article 1^{er} et définis à l'annexe 1 sont les suivantes :

- l'utilisation des terrains par une personne physique ou morale, publique ou privée, doit être toujours compatible avec la présence éventuelle des déchets et la présence d'une pollution résiduelle des sols ainsi qu'avec la contamination éventuelle de la nappe d'eau sous-jacente,

.../...

- l'occupation du site est réservée à une utilisation en zone verte ou zone d'activité industrielle,

- la limitation au droit d'occuper le sol, applicable aux zones O, I, II, III, IV, V et VI définie à l'annexe 1 est précisée dans les fiches de l'annexe 3.

ARTICLE 3 : SERVITUDE COMPLEMENTAIRE

Tout projet de prélèvements d'eau dans la nappe de la craie située sur les communes de DOURGES, OIGNIES, HENIN-BEAUMONT, COURRIERES, CARVIN, EVIN-MALMAISON, NOYELLES-GODAULT et OSTRICOURT doit faire l'objet d'une étude spécifique, comprenant l'avis d'un tiers hydrogéologue, validée par l'administration compétente.

Cette étude doit permettre de vérifier que le projet de captage n'engendre pas la migration des polluants situés sur l'emprise du site des anciennes usines du 10 d'IGNIES et AGGLONORD.

ARTICLE 4 : LEVEE DES SERVITUDES

Les servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire l'établissement des présentes servitudes ou d'études particulières et après accord du Préfet.

ARTICLE 5 : DELAIS ET VOIE DE RECOURS (Article 514-6 du Code de l'Environnement).

La présente décision ne peut être déférée qu'à un tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 :

Une copie du présent arrêté est notifiée à MM. les Maires de DOURGES, OIGNIES, HENIN-BEAUMONT, COURRIERES, CARVIN, EVIN-MALMAISON, NOYELLES-GODAULT et OSTRICOURT et à M. le Directeur de CHARBONNAGES DE FRANCE.

Un avis faisant connaître que l'autorisation a été accordée sera inséré, aux frais de M. le Directeur des CHARBONNAGES DE FRANCE, dans deux journaux diffusés sur l'ensemble des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

.../...

ARTICLE 8 :

MM. les Secrétaires Généraux de la Préfecture du Pas-de-Calais et de la Préfecture du Nord, M. le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, M. le Sous-Préfet de LENS et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à MM. les Directeurs des CHARBONNAGES DE FRANCE et AGGLONORD et aux Maires des communes de DOORGES, OIGNIES, HENIN-BEAUMONT, COURRIERES, CARVIN, EVIN-MALMAISON, NOYELLES-GODAULT et OSTRICOURT.

ARRAS, le 20 novembre 2000

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

signé : Philippe CHERVET.

LILLE, le 20 novembre 2000

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,

signé : Jacky HAUTIER

Ampliation destinée à :

- M. le Directeur de Charbonnages de France,
Avenue de la Fosse 2, S.P. 1 (62420) BILLY-MONTIGNY
- M. le Directeur de la Société AGGLONORD
Avenue de la Fosse 2, S.P. 1 (62420) BILLY-MONTIGNY
- M. le Préfet de la Région Nord – Pas-de-Calais
Préfet du Nord à LILLE
- M. le Sous-Préfet de LENS
- M. le Maire de DOORGES
- M. le Maire d'OIGNIES
- M. le Maire d'HENIN-BEAUMONT
- M. le Maire de COURRIERES
- Mme le Maire de CARVIN
- M. le Maire d'EVIN-MALMAISON
- M. le Maire de NOYELLES-GODAULT
- M. le Maire d'OSTRICOURT (59)
- M. le Président du District d'HENIN-CARVIN
242, Boulevard Albert Schweitzer (62110) HENIN-BEAUMONT
- M. le Directeur de FILIANOR B.P. 52
(62420) BILLY-MONTIGNY
- M. le Directeur de la S.A. TERRILS
12, Rue de l'Artisanat B.P. 335 (62334) LENS CEDEX
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Inspecteur des installations classées à DOUAI
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours à ARRAS
- M. le Directeur départemental de l'équipement à ARRAS
- Dossier

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

 Michèle VACQUERY.

Références cadastrales des parcelles concernées par la servitude d'utilité publique

		Communes	Parcelle concernée	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Dernier propriétaire connu	Zone selon POS actuel	Zonage selon POS en projet, s'il y a lieu
ZONE 0	Ensemble de la zone d'étude	HENIN	Chemin rural dit de l'Abiette P		-	Commune d'Hénin	UK	
			BR 188	Le chemin de la Buisse	2210	CdF		
			ZP 177	Le marais de l'Abiette	8478	CdF	UK	
			ZP 347	Le marais de l'Abiette	1782	CdF	UK	
			ZP 348	Le marais de l'Abiette	34422	CdF	UK	
			ZP 349	Le marais de l'Abiette	54424	CdF	UK	
		DOURGES	AB 2	La Biette	14342	CdF	40 ND	21 NA
			AB 3	La Biette	1019	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 4	La Biette	467	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 5	La Biette	458	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 7	La Biette	798	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 9	La Biette	91	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 10	La Biette	40	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 11	La Biette	1279	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 12	La Biette	5386	CdF	UK	21 NA
			AB 13	La Biette	660956	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 14	La Biette	19690	Agglonord	UK	21 NA
			AB 17p	La Biette	47127	District d'Hénin-Carvin	UK	21 NA
			AB 18	La Biette	478	Filianor	UK	21 NA
			AB 19	La Biette	16484	Agglonord	UK	21 NA
			AB 20	La Biette	221978	Agglonord	UK	21 NA
			AB 21	La Biette	17177	CdF	UK	21 NA
			AB 23	La Biette	266861	CdF	UK	21 NA
			AR 66	La Biette	4512	Agglonord	22 NA	21 NA
			AR 382	Les Bas Champs Ouest	123070	Agglonord	22 NA	21 NA
			AR 383	Les Bas Champs Ouest	9915	CdF	UK	21 NA
			AR 496	Les Bas Champs	25610	CdF	UK	21 NA
			AR 497	Les Bas Champs	2310	CdF	UK	21 NA
			AR 498	Les Bas Champs	1730	CdF	UK	21 NA
			AR 499	Les Bas Champs	1028	Mme GENTY	UK	21 NA
			AR 500	Les Bas Champs	3634	CdF	UK	21 NA
			AR 501	Les Bas Champs	2920	CdF	UK	21 NA
			AR 502	Les Bas Champs	1708	CdF	UK	21 NA
			AR 503	Les Bas Champs	4152	CdF	UK	21 NA
			AR 504	Les Bas Champs	12993	CdF	UK	21 NA
			AR 521	Les Bas Champs	6970	CdF	UK	21 NA

		Communes	Parcelle concernée	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Dernier propriétaire connu	Zone selon POS actuel	Zonage selon POS en projet, s'il y a lieu
ZONE 0	Ensemble de la zone d'étude	DOURGES	AR 522	Les Bas Champs	2376	CdF	UK	21 NA
			AR 523	Les Bas Champs	2367	CdF	UK	21 NA
			AR 524	Les Bas Champs	1182	CdF	UK	21 NA
			AR 525	Les Bas Champs	1254	CdF	UK	21 NA
			AR 526	Les Bas Champs	1760	CdF	UK	21 NA
			AR 527	Les Bas Champs	259	CdF	UK	21 NA
			AR 528	Les Bas Champs	231	CdF	UK	21 NA
			AR 529	Les Bas Champs	236	CdF	UK	21 NA
			AR 530	Les Bas Champs	2792	CdF	UK	21 NA
			AR 531	Les Bas Champs	3375	CdF	UK	21 NA
			AR 532	Les Bas Champs	3420	CdF	UK	21 NA
			AR 533	Les Bas Champs	3401	CdF	UK	21 NA
			AR 534	Les Bas Champs	5828	CdF	UK	21 NA
			AR 535	Les Bas Champs	2059	CdF	UK	21 NA
			AR 536	Les Bas Champs	5195	CdF	UK	21 NA
			AR 538	Les Bas Champs	1626	CdF	UK	21 NA
			AR 539	Les Bas Champs	162	CdF	UK	21 NA
			AR 614	Les Bas Champs	40	CdF	UK	21 NA
			AR 616	Les Bas Champs	7346	CdF	UK	21 NA
			AR 619	Les Bas Champs	3453	CdF	UK	21 NA
			ZA 149	Le Bois de M. GOSSE	139823	CdF	40 ND	21 NA
			AZ 150	Le Bois de M. GOSSE	12746	Agglonord	40 ND	21 NA
			ZA 172	Le Bois de M. GOSSE	8777	CdF	40 ND	21 NA

Zone I – Marais Chais

		Communes	Parcelle concernée	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Dernier propriétaire connu	Zone selon POS actuel	Zonage selon POS en projet, s'il y a lieu
Zone I	Marais Chais	DOURGES	AB 13p	La Biette	660956	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 23p	La Biette	266861	CdF	UK	21 NA

Zone II – Cordons de schlamms sur les flancs Nord et Est du Terril 116/117

		Communes	Parcelle concernée	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Dernier propriétaire connu	Zone selon POS actuel	Zonage selon POS en projet, s'il y a lieu
ZONE II	Cordons de schlamms sur les flancs Nord et Est du terril 116/117	Dourges	AB 2p	La Biette	14342	CdF	40 ND	21 NA
			AB 3	La Biette	1019	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 4	La Biette	467	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 5	La Biette	458	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 7	La Biette	798	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 11	La Biette	1279	Terrils SA	UK	21 NA
			AB 12p (ancien CD 160)	La Biette	5386	CdF	UK	21 NA
			AB 13p	La Biette	60956	Terrils SA	UK	21 NA
			AR 383p	Les Bas Champs Ouest	9915	CdF	UK	21 NA
			AR 496p	Les Bas Champs	25610	CdF	UK	21 NA
			ZA 149p	Le Bois de M. GOSSE	139823	CdF	40 ND	21 NA
			ZA 172p	Le Bois de M. GOSSE	8777	CdF	40 ND	21 NA

Zone III – Cordons de schlamms sur le lieu-dit Bois de M. GOSSE

		Communes	Parcelle concernée	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Dernier propriétaire connu	Zone selon POS actuel	Zonage selon POS en projet, s'il y a lieu
ZONE III	Cordons de schlamms sur le lieu-dit Bois de M. GOSSE	DOURGES	ZA 149p	Le Bois de M. GOSSE	139823	CdF	40 ND	21 NA

Zone IV – Ancien lit du Canal de la Deûle

		Communes	Parcelle concernée	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Dernier propriétaire connu	Zone selon POS actuel	Zonage selon POS en projet, s'il y a lieu
ZONE IV	Ancien lit du Canal de la Deûle	DOURGES	AB 17p	La Biette	47127	District d'Hénin-Carvin	UK	21 NA
			AR 66		4512	Agglonord	22 NA	21 NA
			AR 382p	Les Bas champs Ouest	123070	Agglonord	22 NA	21 NA

Zone V – Bassins AGGLONORD

		Communes	Parcelle concernée	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Dernier propriétaire connu	Zone selon POS actuel	Zonage selon POS en projet, s'il y a lieu
ZONE V	Bassins Agglonord	DOURGES	AB 14p	La Biette	19690	Agglonord	UK	21 NA
			AB 20p	La Biette	221978	Agglonord	UK	21 NA

Zone VI – Usine AGGLONORD

		Communes	Parcelle concernée	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Dernier propriétaire connu	Zone selon POS actuel	Zonage selon POS en projet, s'il y a lieu
ZONE VI	Usine Agglonord	DOURGES	AB 14p	La Biette	19690	Agglonord	UK	21 NA
			AB 19	La Biette	16484	Agglonord	UK	21 NA
			AB 20p	La Biette	221978	Agglonord	UK	21 NA
			AR 382p	Les Bas Champs Ouest	123070	Agglonord	22 NA	21 NA

ANNEXE 2

Plan au 1/10 000 ème

**Délimitant les zones concernées
par les
Servitudes d'Utilité Publique**

ANNEXE 3 : EFFETS DE LA SERVITUDE

III.1 - EFFETS DE LA SERVITUDE

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

ZONE 0 : ENSEMBLE DU SITE DU 10 D'OIGNIES ET D'AGGLONORD

➤ Usage du site

- Sont autorisées : zone verte ou zone d'activités industrielles.

➤ Limitation du droit de construction

Sont interdits :

- toutes constructions à usage de logements individuels ou collectifs et les établissements recevant du public,
- les terrains de camping, de caravanes et l'aménagement d'aires de stationnement pour nomades,
- les terrains de sport et parcs de loisirs.

➤ Utilisation du sol et du sous-sol

Sont particulièrement interdits :

- tous travaux et plantations pouvant altérer l'intégrité de la barrière argileuse constituée par l'Argile de Louvil et protégeant la nappe de la craie, modifier de manière significative les écoulements naturels et perturber l'équilibre de l'écosystème. Les travaux et plantations présentant un tel risque devront faire l'objet d'une étude spécifique validée par l'Administration compétente,
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués,
- les aires de jeux pour enfants et les jardins d'agrément,
- les activités d'agriculture et d'élevage, industriels ou domestiques,
- les feux nus (interdiction notamment de faire brûler des broussailles),
- la chasse et la cueillette en vue de la consommation,
- l'usage de l'eau de la nappe perchée à des fins d'arrosage ou autre sauf en cas de traitement adapté,
- les prélèvements d'eau dans la nappe de la craie au droit du site et dans une bande de 500 m autour, hors prélèvement pour la surveillance des eaux et forages existants dans cette zone.

III.2 - EFFETS DE LA SERVITUDE

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

ZONE I : MARAIS CHAIX

➤ Usage du site

- Sont autorisées : zone verte ou zone d'activités industrielles.

➤ Limitation du droit de construction

Sont interdits :

- toutes constructions sont interdites, sauf si celles-ci ont fait l'objet d'études spécifiques permettant de garantir la sécurité,
- toutes constructions à usage de logements individuels ou collectifs et les établissements recevant du public,
- les terrains de camping, de caravanes et l'aménagement d'aires de stationnement pour nomades,
- les terrains de sport et parcs de loisirs.

➤ Utilisation du sol et du sous-sol

Sont particulièrement interdits :

- tous travaux et plantations pouvant altérer l'intégrité de la barrière argileuse constituée par l'Argile de Louvil et protégeant la nappe de la craie, modifier de manière significative les écoulements naturels et perturber l'équilibre de l'écosystème. Les travaux et plantations présentant un tel risque devront faire l'objet d'une étude spécifique validée par l'Administration compétente,
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués,
- les aires de jeux pour enfants et les jardins d'agrément,
- les activités d'agriculture et d'élevage, industriels ou domestiques,
- les feux nus (interdiction notamment de faire brûler des broussailles),
- la chasse et la cueillette en vue de la consommation,
- l'usage de l'eau de la nappe perchée à des fins d'arrosage ou autre sauf en cas de traitement adapté,
- les prélèvements d'eau dans la nappe de la craie au droit du site et dans une bande de 500 m autour, hors prélèvement pour la surveillance des eaux et forages existants dans cette zone.
- tout aménagement en sous-sol, sauf si celui-ci a fait l'objet d'une étude spécifique, notamment en ce qui concerne les risques d'accumulation de gaz,

- l'évacuation des matériaux en place, sauf si cette opération a fait l'objet d'une étude préalable et prévoit l'élimination des matériaux pollués dans une installation autorisée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ou le confinement des matériaux sur place. Cette étude doit être validée par l'administration compétente.
- les travaux de fouilles et de remaniement des sols,
- l'enlèvement de la couverture de 30 cm de matériaux propres,
- la modification du drainage des eaux superficielles,
- l'irrigation des terrains,
- l'enlèvement de la couverture végétale,
- l'altération de la barrière interdisant l'accès aux zones végétalisées.

III.3 - EFFETS DE LA SERVITUDE

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

ZONE II : CORDONS DE SCHLAMMS SUR LES FLANCS NORD ET EST DU TERRIL 116 - 117

➤ Usage du site

- Sont autorisées : zone verte ou zone d'activités.

➤ Limitation du droit de construction

Sont interdits :

- toutes constructions sont interdites, sauf si celles-ci ont fait l'objet d'études spécifiques permettant de garantir la sécurité,
- toutes constructions à usage de logements individuels ou collectifs et les établissements recevant du public,
- les terrains de camping, de caravanes et l'aménagement d'aires de stationnement pour nomades,
- les terrains de sport et parcs de loisirs.

➤ Utilisation du sol et du sous-sol

Sont particulièrement interdits :

- tous travaux et plantations pouvant altérer l'intégrité de la barrière argileuse constituée par l'Argile de Louvil et protégeant la nappe de la craie, modifier de manière significative les écoulements naturels et perturber l'équilibre de l'écosystème. Les travaux et plantations présentant un tel risque devront faire l'objet d'une étude spécifique validée par l'Administration compétente,
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués,
- les aires de jeux pour enfants et les jardins d'agrément,
- les activités d'agriculture et d'élevage, industriels ou domestiques,
- les feux nus (interdiction notamment de faire brûler des broussailles),
- la chasse et la cueillette en vue de la consommation,
- l'usage de l'eau de la nappe perchée à des fins d'arrosage ou autre sauf en cas de traitement adapté,
- les prélèvements d'eau dans la nappe de la craie au droit du site et dans une bande de 500 m autour, hors prélèvement pour la surveillance des eaux et forages existants dans cette zone.
- tout aménagement en sous-sol, sauf si celui-ci a fait l'objet d'une étude spécifique, notamment en ce qui concerne les risques d'accumulation de gaz,

- l'évacuation des matériaux en place, sauf si cette opération a fait l'objet d'une étude préalable et prévoit l'élimination des matériaux pollués dans une installation autorisée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ou le confinement des matériaux sur place. Cette étude doit être validée par l'administration compétente.

- les travaux de fouilles et de remaniement des sols,
- l'enlèvement de la couverture de 30 cm de matériaux propres,
- la modification du drainage des eaux superficielles,
- l'irrigation des terrains.

III.4 - EFFETS DE LA SERVITUDE

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

ZONE III : CORDONS DE SCHLAMMS SUR LE LIEUDIT BOIS MONSIEUR GOSSE

➤ Usage du site

- Sont autorisées : zone verte ou zone d'activités industrielles.

➤ Limitation du droit de construction

Sont interdits :

- toutes constructions sont interdites, sauf si celles-ci ont fait l'objet d'études spécifiques permettant de garantir la sécurité,
- toutes constructions à usage de logements individuels ou collectifs et les établissements recevant du public,
- les terrains de camping, de caravanes et l'aménagement d'aires de stationnement pour nomades,
- les terrains de sport et parcs de loisirs.

➤ Utilisation du sol et du sous-sol

Sont particulièrement interdits :

- tous travaux et plantations pouvant altérer l'intégrité de la barrière argileuse constituée par l'Argile de Louvil et protégeant la nappe de la craie, modifier de manière significative les écoulements naturels et perturber l'équilibre de l'écosystème. Les travaux et plantations présentant un tel risque devront faire l'objet d'une étude spécifique validée par l'Administration compétente,
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués,
- les aires de jeux pour enfants et les jardins d'agrément,
- les activités d'agriculture et d'élevage, industriels ou domestiques,
- les feux nus (interdiction notamment de faire brûler des broussailles),
- la chasse et la cueillette en vue de la consommation,
- l'usage de l'eau de la nappe perchée à des fins d'arrosage ou autre sauf en cas de traitement adapté,
- les prélèvements d'eau dans la nappe de la craie au droit du site et dans une bande de 500 m autour, hors prélèvement pour la surveillance des eaux et forages existants dans cette zone.
- tout aménagement en sous-sol, sauf si celui-ci a fait l'objet d'une étude spécifique, notamment en ce qui concerne les risques d'accumulation de gaz,

- l'évacuation des matériaux en place, sauf si cette opération a fait l'objet d'une étude préalable et prévoit l'élimination des matériaux pollués dans une installation autorisée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ou le confinement des matériaux sur place. Cette étude doit être validée par l'administration compétente.
- les travaux de fouilles et de remaniement des sols,
- l'enlèvement de la couverture de 30 cm de matériaux propres,
- la modification du drainage des eaux superficielles,
- l'irrigation des terrains.

III.5 - EFFETS DE LA SERVITUDE

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

ZONE IV : ANCIEN LIT DU CANAL DE LA DEULE

> Usage du site

- Sont autorisées : zone verte ou zone d'activités industrielles.

> Limitation du droit de construction

Sont interdits :

- toutes constructions sont interdites, sauf si celles-ci ont fait l'objet d'études spécifiques permettant de garantir la sécurité,
- toutes constructions à usage de logements individuels ou collectifs et les établissements recevant du public,
- les terrains de camping, de caravanes et l'aménagement d'aires de stationnement pour nomades,
- les terrains de sport et parcs de loisirs.

> Utilisation du sol et du sous-sol

Sont particulièrement interdits :

- tous travaux et plantations pouvant altérer l'intégrité de la barrière argileuse constituée par l'Argile de Louvil et protégeant la nappe de la craie, modifier de manière significative les écoulements naturels et perturber l'équilibre de l'écosystème. Les travaux et plantations présentant un tel risque devront faire l'objet d'une étude spécifique validée par l'Administration compétente,
- l'enlèvement et la détérioration de la couverture étanche,
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués,
- les aires de jeux pour enfants et les jardins d'agrément,
- les activités d'agriculture et d'élevage, industriels ou domestiques,
- les feux nus (interdiction notamment de faire brûler des broussailles),
- la chasse et la cueillette en vue de la consommation,
- l'usage de l'eau de la nappe perchée à des fins d'arrosage ou autre sauf en cas de traitement adapté,
- les prélèvements d'eau dans la nappe de la craie au droit du site et dans une bande de 500 m autour, hors prélèvement pour la surveillance des eaux et forages existants dans cette zone.

- la construction d'ouvrages enterrés, même partiellement, tels que conduites, drains, cuves, fondations sauf si ceux-ci ont fait l'objet d'une étude spécifique validée par l'Administration compétente
- tout aménagement en sous-sol, sauf si celui-ci a fait l'objet d'une étude spécifique, notamment en ce qui concerne les risques d'accumulation de gaz,
- l'évacuation des matériaux en place, sauf si cette opération a fait l'objet d'une étude préalable et prévoit l'élimination des matériaux pollués dans une installation autorisée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ou le confinement des matériaux sur place. Cette étude doit être validée par l'administration compétente.
- les travaux de fouilles et de remaniement des sols sauf si ceux-ci ont fait l'objet d'une étude spécifique validée par l'administration compétente.
- l'enlèvement de la couverture de 30 cm de matériaux propres,
- la modification du drainage des eaux superficielles,
- l'irrigation des terrains.

III.6 - EFFETS DE LA SERVITUDE

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

ZONE V : BASSIN AGGLO Nord

➤ Usage du site

- Sont autorisées : zone verte ou zone d'activités industrielles.

➤ Limitation du droit de construction

Sont interdits :

- toutes constructions sont interdites, sauf si celles-ci ont fait l'objet d'études spécifiques permettant de garantir la sécurité,
- toutes constructions à usage de logements individuels ou collectifs et les établissements recevant du public,
- les terrains de camping, de caravanes et l'aménagement d'aires de stationnement pour nomades,
- les terrains de sport et parcs de loisirs.

➤ Utilisation du sol et du sous-sol

Sont particulièrement interdits :

- tous travaux et plantations pouvant altérer l'intégrité de la barrière argileuse constituée par l'Argile de Louvil et protégeant la nappe de la craie, modifier de manière significative les écoulements naturels et perturber l'équilibre de l'écosystème. Les travaux et plantations présentant un tel risque devront faire l'objet d'une étude spécifique validée par l'Administration compétente,
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués,
- les aires de jeux pour enfants et les jardins d'agrément,
- les activités d'agriculture et d'élevage, industriels ou domestiques,
- les feux nus (interdiction notamment de faire brûler des broussailles),
- la chasse et la cueillette en vue de la consommation,
- l'usage de l'eau de la nappe perchée à des fins d'arrosage ou autre sauf en cas de traitement adapté,
- les prélèvements d'eau dans la nappe de la craie au droit du site et dans une bande de 500 m autour, hors prélèvement pour la surveillance des eaux et forages existants dans cette zone.
- tout aménagement en sous-sol, sauf si celui-ci a fait l'objet d'une étude spécifique, notamment en ce qui concerne les risques d'accumulation de gaz,

- l'évacuation des matériaux en place, sauf si cette opération a fait l'objet d'une étude préalable et prévoit l'élimination des matériaux pollués dans une installation autorisée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ou le confinement des matériaux sur place. Cette étude doit être validée par l'administration compétente.

- les travaux de fouilles et de remaniement des sols,

- l'enlèvement de la couverture de 30 cm de matériaux propres,

- la modification du drainage des eaux superficielles,

- l'irrigation des terrains.

III.7 - EFFETS DE LA SERVITUDE

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

ZONE VI : USINE AGGLONORD

➤ Usage du site

- Sont autorisées : zone verte ou zone d'activités industrielles.

➤ Limitation du droit de construction

Sont interdits :

- toutes constructions à usage de logements individuels ou collectifs et les établissements recevant du public,
- les terrains de camping, de caravanes et l'aménagement d'aires de stationnement pour nomades,
- les terrains de sport et parcs de loisirs.

➤ Utilisation du sol et du sous-sol

Sont particulièrement interdits :

- tous travaux et plantations pouvant altérer l'intégrité de la barrière argileuse constituée par l'Argile de Louvil et protégeant la nappe de la craie, modifier de manière significative les écoulements naturels et perturber l'équilibre de l'écosystème. Les travaux et plantations présentant un tel risque devront faire l'objet d'une étude spécifique validée par l'Administration compétente,
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués,
- les aires de jeux pour enfants et les jardins d'agrément,
- les activités d'agriculture et d'élevage, industriels ou domestiques,
- les feux nus (interdiction notamment de faire brûler des broussailles),
- la chasse et la cueillette en vue de la consommation,
- l'usage de l'eau de la nappe perchée à des fins d'arrosage ou autre sauf en cas de traitement adapté,
- les prélèvements d'eau dans la nappe de la craie au droit du site et dans une bande de 500 m autour, hors prélèvement pour la surveillance des eaux et forages existants dans cette zone.
- tout aménagement en sous-sol, sauf si celui-ci a fait l'objet d'une étude spécifique, notamment en ce qui concerne les risques d'accumulation de gaz,
- l'évacuation des matériaux en place, sauf si cette opération a fait l'objet d'une étude préalable et prévoit l'élimination des matériaux pollués dans une installation autorisée au titre de la législation

installations classées pour la protection de l'environnement ou le confinement des matériaux sur place. Cette étude doit être validée par l'administration compétente.

- des travaux de fouille et de remaniement des sols sauf si ceux-ci ont fait l'objet d'une étude spécifique validée par l'administration compétente,
- l'enlèvement de la couverture de 30 cm de matériaux propres,
- la modification du drainage des eaux superficielles,
- l'irrigation des terrains.